

LE PROCESSUS DE LISBONNE ENGENDRE-T-IL UN DEVELOPPEMENT DURABLE?

Conférence organisée par:

La Confédération européenne des syndicats (CES)
Le Bureau européen de l'environnement (BEE)
La Plate-forme des ONG sociales européennes (Plate-forme sociale)

Bruxelles, le 6 mars 2006

À la Maison syndicale internationale,
5, Boulevard Albert II, 1210 Bruxelles (à proximité de la Place Rogier et de la Gare du Nord)

Introduction

Pour la plupart des acteurs politiques, le processus de Lisbonne a pour principal objectif de donner un coup de fouet à l'économie européenne, de manière à augmenter les chiffres de la croissance économique dans l'Union européenne, à renforcer la compétitivité de l'UE sur la scène internationale et à faire progresser l'emploi. La dimension sociale, qui faisait partie intégrante de l'accord initial de Lisbonne en l'an 2000, s'est retrouvée marginalisée, et la dimension environnementale, qui avait été formulée au moyen de la Stratégie européenne pour le développement durable, doit être sans cesse rappelée.

Le Sommet de printemps de l'année 2006 procédera à l'examen rétrospectif d'une année de réorientation de l'agenda de Lisbonne. Il considérera notamment la qualité des programmes nationaux de réforme que les États membres de l'Union européenne devaient présenter pour la mi-octobre 2005. Ces programmes sont censés rendre compte des démarches politiques entreprises ou prévues au niveau national afin de mettre en œuvre les objectifs de Lisbonne, en combinaison avec un ensemble d'initiatives politiques d'envergure prises à l'échelle de l'UE, et qui ont été publiées en septembre 2005 (programme de Lisbonne).

Le BEE, la CES et la Plate-forme sociale travaillent conjointement depuis 2001 dans le cadre du processus de Lisbonne. Ils ont adressé au Conseil européen des messages communs demandant que les objectifs économiques soient associés aux objectifs sociaux et environnementaux de manière adéquate, et ont lancé le Manifeste pour l'investissement durable (« Investir dans un avenir durable »). Les trois organisations ont déjà organisé des conférences à Barcelone (mars 2002) et Dublin (février 2004), afin de poursuivre l'élaboration d'approches communes et de discuter de ces approches avec des représentants des trois institutions européennes. En novembre 2004, elles ont

organisé un débat commun visant à discuter des résultats du groupe dit « Kok », qui avait émis un avis sur la manière de mieux cibler le processus de Lisbonne.

Le 6 mars 2006, les membres du BEE, de la CES et de la Plate-forme sociale se réuniront une nouvelle fois afin de discuter de la manière dont l'agenda de Lisbonne est actuellement mis en œuvre dans la pratique par les États membres et par la Commission. Ils examineront en particulier les questions suivantes:

1. Le processus de Lisbonne engendre-t-il un développement économique durable du point de vue environnemental et du point de vue social? Ou, de manière plus détaillée: une analyse de ce qui est respectivement accompli par les États membres, la Commission et le Parlement.
2. La Commission actuelle a-t-elle jusqu'à présent fait la preuve de sa capacité à orienter le processus de Lisbonne de telle sorte que les intérêts environnementaux et sociaux soient suffisamment pris en considération?
3. Le processus de Lisbonne a-t-il influé de manière négative ou positive sur les processus nationaux de réforme?
4. Quel a été jusqu'à présent le rôle de nos organisations? Avons-nous été capables d'apporter une contribution utile, et dans quelle mesure avons-nous jusqu'à présent influé sur les résultats? Comment pouvons-nous éviter d'être marginalisés?
5. Quels enseignements pouvons-nous tirer des exemples positifs de programmes nationaux de réforme qui respectent chacune des trois dimensions du développement durable? De tels exemples existent-ils?
6. Dans quelle mesure un processus démocratique ou bien une participation des différents acteurs dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre des programmes de réforme sont-ils nécessaires en vue d'un développement durable? Quel pourrait être le moyen d'organiser ces programmes avec efficacité?

L'après-midi se tiendra une discussion à haut niveau avec José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, et Martin Bartenstein, ministre autrichien des Affaires économiques et du Travail et président du Conseil « Compétitivité ».

Position commune et documents préparatoires

Les trois organisations ont l'intention d'élaborer des documents présentant le contexte général dans lequel s'inscrivent ces questions. Elles entendent également mettre au point une déclaration commune qui doit être présentée le 6 mars, et qui pourrait inclure un petit ensemble de tests en vue d'obtenir un processus de Lisbonne qui contribue véritablement à un avenir durable pour les citoyens de l'Union européenne.

Les organisateurs remercient pour leur aide financière le Ministère Néerlandais de l'Habitation, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ainsi que le Ministère Fédéral Autrichien de l'Agriculture, de la Forêt, de l'Environnement et de la Gestion de l'eau.

PROGRAMME

SÉANCE DU MATIN

Faire le bilan

09h15 Ouverture: Reiner Hoffman, Secrétaire général adjoint de la CES

Présidence: Erzsebet Schmuck, vice-Présidente du BEE, coprésidente de la Société nationale hongroise de préservation de la nature

09h30 **L'Agenda de Lisbonne: apporte-t-il vraiment quelque chose à l'économie et à l'emploi?**

Joël Decaillon, Secrétaire confédéral de la CES

09h50 Questions et réponses

10h05 **Le sort réservé à l'Europe sociale**

- Contribution analytique centrée sur l'agenda social de l'Union européenne et le lien avec le processus de Lisbonne, présentée par Claire Roumet, Secrétaire générale du Comité de liaison européen pour le logement social, membre du Comité de gestion de la Plate-forme sociale

10h25 Questions et réponses

10h40 Pause café

11h10 **Lisbonne et le caractère durable de l'environnement**

Les aspects du processus de Lisbonne touchant au caractère durable de l'environnement, y compris en ce qui concerne la qualité de la nouvelle Stratégie pour le développement durable.

Orateur: John Hontelez, Secrétaire général du BEE.

11h30 Questions et réponses

11h45 Lisbonne au niveau national

Une discussion générale entre les participants autour de trois questions:

- *Le processus de Lisbonne influe-t-il sur les processus politiques au niveau national?*
- *Si tel est le cas, évolue-t-il dans la bonne direction?*
- *La société civile est-elle associée de manière significative au processus?*

12h40 **Clôture de la séance du matin, annonces, etc.**

12h45 Déjeuner

Présidence: Mary McPhail, Secrétaire générale du Lobby européen des femmes, membre du Comité de gestion de la Plate-forme sociale

- 14h15 Paroles de bienvenue adressées au **Président de la Commission BARROSO** et au **ministre BARTENSTEIN**, et présentation de la position de la Plate-forme sociale BEE-CES.
- 14h25 Allocution de José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne:
Sujet: L'emploi, la cohésion sociale et le potentiel environnemental du processus de Lisbonne, et le rôle de la Commission.
- 14h40 Allocution de Martin Bartenstein, ministre autrichien des Affaires économiques et du Travail
Sujet: Les incidences du processus de Lisbonne sur la force et le développement durable des économies nationales: progrès déjà accomplis et démarches ultérieures nécessaires.
- 14h55 Réponses, sous forme brève, de:
John Monks, Président de la CES
Anne-Sophie Parent, Présidente de la Plate-forme sociale
Mikael Karlsson, Président du BEE
- 15h10 Discussion entre les membres du panel et le Président, avec possibilité d'interventions du public.
- 15h45 Pause café
- 16h15 Séance de conclusion, discussion entre les présidents du BEE, de la CES et de la Plate-forme sociale d'une part, et le public d'autre part.
- 17h Fin de la conférence

Interprétation: français - anglais